



## Plan Local d'Urbanisme de Les Eglisottes-et-Chalaures

### Modification Simplifiée n°1

#### 0. Pièces administratives

Altereo  
**Agence Sud-Ouest**  
26 chemin de Fondeyre  
31 200 TOULOUSE  
Tél : 0561737050

**SÉANCE DU 1 FÉVRIER 2021**

**2021-02-003 – 1/3**

**Nombre de conseillers composant le Conseil Communautaire : 78**

**Nombre de conseillers communautaires en exercice : 78**

**Date de convocation : 25/01/2021**

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 H 00, le Conseil communautaire s'est réuni, en la Maison de l'Isle à Saint Denis de Pile, sous la présidence de Monsieur Philippe BUISSON

**Présents :**

Philippe BUISSON, Président, Fabienne FONTENEAU, Vice-présidente, Patrick MERCIER, Vice-président, Hervé ALLOY, Vice-président, Jean-Philippe LE GAL, Vice-Président, Laurent DE LAUNAY, Vice-président, Chantal GANTCH, Vice-présidente, Jean-Luc LAMAISON, Vice-président, Sébastien LABORDE, Vice-président, Laurent KERMABON, Vice-président, David REDON, Vice-Président, Thierry MARTY, Vice-Président, Stéphanie DUPUY, Vice-présidente, Alain JAMBON, Vice-président, Jean Louis ARCARAZ, Conseiller délégué, Jean-Luc DARQUEST, Conseiller délégué, Jean Claude ABANADES, Conseiller délégué, Michel MASSIAS, Conseiller délégué, Jean-Pierre ARNAUD, Michelle AUTIER, Jean-Luc BARBEYRON, Joachim BOISARD, Mireille CONTE-JAUBERT, Eléna DECOLASSE, Patrick MERLE, Lionel GACHARD, Christophe GALAN, Christophe GIGOT, Patrick HUCHET, Fabienne KRIER, Michèle LACOSTE, Martine LECOULEUX, Gonzague MALHERBE, Frédéric MALVILLE, Pierre MALVILLE, Gérard MOULINIER, Paquerette PEYRIDIEUX, Charles POUVREAU, David RESENDÉ, Jean-Jacques TALLET, François TOSI, Michel VACHER, Jean-Philippe VIRONNEAU

**Absents :**


Michel MILLAIRE, Bernard GUILHEM, Sophie BLANCHETON, Renaud CHALLENGEAS, Jean Louis D'ANGLADE, Marie-Noëlle LAVIE, Alain PAIGNE, Anne-Marie PRIEGNITZ, Christophe-Luc ROBIN

**Absents excusés ayant donné pouvoir de vote:**

Jacques LEGRAND pouvoir à Philippe BUISSON, Eveline LAVAURE-CARDONA pouvoir à David REDON, Brigitte NABET-GIRARD pouvoir à Laurent DE LAUNAY, Gabi HOPER pouvoir à Jean-Philippe LE GAL, Denis SIRDEY pouvoir à Jean-Philippe LE GAL, Armand BATTISTON pouvoir à Paquerette PEYRIDIEUX, Marie-Sophie BERNADEAU pouvoir à Thierry MARTY, Didier CAZENAVE pouvoir à Michel MASSIAS, Sandy CHAUVEAU pouvoir à Jean Louis ARCARAZ, Marianne CHOLLET pouvoir à Alain JAMBON, Jérôme COSNARD pouvoir à Patrick MERCIER, Julie DUMONT pouvoir à Laurent KERMABON, Hélène ESTRADA pouvoir à Michelle AUTIER, Philippe GIRARD pouvoir à Laurent DE LAUNAY, Patrick JARJANETTE pouvoir à David RESENDÉ, Bruno LAVIDALIE pouvoir à Fabienne KRIER, Jocelyne LEMOINE pouvoir à Pierre MALVILLE, Odile LUMINO pouvoir à Michel MASSIAS, Pierre-Jean MARTINET pouvoir à Chantal GANTCH, Edwige NOMDEDEU pouvoir à Charles POUVREAU, Laura RAMOS pouvoir à Patrick MERCIER, Laurence ROUEDE pouvoir à Philippe BUISSON, Baptiste ROUSSEAU pouvoir à Thierry MARTY, Agnès SEJOURNET pouvoir à Laurent KERMABON, Marie-Claude SOUDRY pouvoir à Fabienne FONTENEAU, Josette TRAVAILLOT pouvoir à Jean-Luc LAMAISON

-----  
Madame Fabienne FONTENEAU a été nommée secrétaire de séance  
-----

**DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET URBANISME**  
**APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU**  
**D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LES EGLISOTTES**

2021-02-2021 - 2/3  
Envoyé en préfecture le 03/02/2021  
Reçu en préfecture le 03/02/2021  
Affiché le   
ID : 033-200070092-20210201-2021\_02\_003-DE

Sur proposition de Madame Fabienne FONTENEAU, Vice-présidente en charge du Développement économique en l'absence de Monsieur Jacques LEGRAND, Premier vice-président en charge de l'urbanisme

Vu la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire et notamment son article 6 portant sur la tenue des organes délibérants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-45 et L. 153-47 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 2 juin 2004 ;

Vu la transmission du projet de modification aux personnes publiques ;

Vu la délibération de sollicitation de la commune en date du 16 décembre 2019 sollicitant La Cali d'engager une procédure de modification simplifiée n°2 ;

Vu l'arrêté n°2020-17 en date du 14 février 2020 prescrivant une procédure de modification simplifiée du PLU ;

Vu la délibération approuvant la modification n°1, le 23 septembre 2019 ;

Vu la délibération du président de la CALI en date du 30 septembre 2020 mettant à la disposition du public le projet de modification simplifiée du PLU ;

Considérant les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de modification simplifiée du PLU, la Commune de Les Eglisottes-et-Chalaures souhaitant :

- reclasser en zone N (naturelle) les parcelles cadastrées section ZM qui ont été classées par erreur en zone Ns (naturelle sensible) ;
- indiquer les zones définies par le PPRI en adéquation avec les légendes telles qu'elles étaient matérialisées à l'origine ;
- contrôler la totalité du plan de zonage afin d'identifier et corriger d'éventuelles autres anomalies ;

Considérant les conditions dans lesquelles s'est déroulée la mise à disposition au public du projet de modification simplifiée du PLU :

- la mise à disposition a eu lieu du 24 octobre 2020 au 26 novembre 2020 inclus en mairie et au siège de la CALI

- l'avis précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures pendant lesquelles le public pouvait consulter le dossier et formuler des observations a été publié en caractères apparents dans le journal LE RESISTANT et affiché à la mairie et au siège de l'EPCI.

L'avis a été publié 8 jours avant le début de la mise à disposition du public et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition ;

Considérant qu'il n'y a eu aucune observation émise par le public, les associations et les autres personnes intéressées au cours de la mise à disposition ;

Considérant que les observations des personnes publiques associées seront intégrées au dossier approuvé ;

Considérant que la modification simplifiée du PLU, telle qu'elle est présentée au conseil communautaire, est prête à être approuvée conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré,

Et à l'unanimité (69 conseillers présents ou ayant donné pouvoir),

Le Conseil communautaire :

- d'approuver le projet de modification simplifiée du PLU tel qu'il est annexé à la présente.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de La Cali et en mairie de Les Eglisottes-et-Chalaures pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le présent acte devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission au préfet.

Le dossier modifié est tenu à la disposition du public au siège de l'EPCI et en mairie.

Certifié exécutoire compte tenu de la  
transmission en Sous-Préfecture  
et de la publication, le 3 février 2021  
Fait à Libourne

Le Président informe que la présente délibération  
peut faire l'objet d'un recours pour excès de  
pouvoir devant le Tribunal administratif de  
Bordeaux dans un délai de deux mois à compter  
de sa publication et de sa réception par le  
représentant de l'État

Le Président,  
Philippe BUISSON

Pour expédition conforme  
Philippe BUISSON, Président  
de la Communauté d'Agglomération du  
Libournais



Envoyé en préfecture le 03/02/2021

Reçu en préfecture le 03/02/2021

Affiché le



ID : 033-200070092-20210201-2021\_02\_003-DE



## Plan Local d'Urbanisme de Les Eglisottes-et-Chalaures Modification Simplifiée n°1

### Synthèse des avis des Personnes Publiques Associées

Altereo  
**Agence Sud-Ouest**  
26 chemin de Fondeyre  
31 200 TOULOUSE  
Tél : 0561737050

Avis reçu	Observations émises
<b>MRAe</b> - Décision après examen au cas par cas	Le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune Les Eglisottes-et-Chalaures présenté par la communauté d'agglomération du Libournais (33) n'est <b>pas soumis à évaluation environnementale</b> .
<b>DDTM</b>	Avis favorable
<b>CDPENAF</b>	Avis favorable
<b>Pôle Territorial du Grand Libournais</b>	Pas d'observations
<b>INAO</b>	Avis favorable



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) présenté par la communauté d'agglomération du Libournais, portant sur le territoire de la commune Les Eglisottes-et-Chalaures (33)**

N° MRAe 2020DKNA106

dossier KPP-2020-9776

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 17 avril 2018 et des 30 avril, 11 juillet et 26 septembre 2019 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 16 octobre 2019 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;



Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté d'agglomération du Libournais, reçue le 25 mai 2020, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme sur le territoire de la commune Les Eglisottes-et-Chalaures ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 8 juin 2020 ;

**Considérant** que la communauté d'agglomération du Libournais a prescrit la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) sur le territoire de la commune Les Églisottes-et-Chalaures, 2 263 habitants en 2017 (source INSEE) sur un territoire de 1 716 hectares, approuvé le 21 juin 2013 ;

**Considérant** que le projet de modification simplifiée n°1 porte sur des corrections matérielles du règlement graphique concernant :

- le reclassement des parcelles cadastrées en section ZM du quartier « Fournet » au sein du hameau de « Montfourat », d'un zonage Ns (zone naturelle sensible) en zonage N, afin de rectifier une erreur matérielle issue de la suppression du « pastillage » « Nh » lors de la modification n°1 du PLU ;
- la modification du figuré des zones inondables définies par le plan de prévention des risques inondation (PPRI), afin d'éviter une confusion avec le figuré du zonage de l'emprise minière ;
- la mise à jour du zonage de l'emprise minière Orano (anciennement Areva) au lieu dit Malibeu ;
- 

**Considérant** qu'il s'agit, pour l'ensemble des modifications proposées, de corrections matérielles apportées au règlement graphique sans modification des incidences environnementales du plan ; que ces modifications ne changent pas l'économie générale du document d'urbanisme et ne font pas évoluer les capacités d'accueil de population de la commune ;

**Concluant**, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme sur la commune Les Eglisottes-et-Chalaures n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune Les Eglisottes-et-Chalaures présenté par la communauté d'agglomération du Libournais (33) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2 :**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme sur la commune Les Eglisottes-et-Chalaures est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 23 juin 2020

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,  
la membre permanente délégataire

**Signé**

Bernadette MILHÈRES

<i>Voies et délais de recours</i>
-----------------------------------

**1- 1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.**

**Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.**

Libourne, le 23 juin 2020

Le Responsable de l'Unité Aménagement  
à  
Monsieur le Président de la  
Communauté d'Agglomération du Libournais  
BP 2026  
33502 Libourne Cedex

N/Réf. : ddtm/SAR-RR/CG-ualhg/2020-010

**Objet : Avis sur dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Les Églisottes**

Monsieur le Président,

Par courriel en date du 25 mai 2020, vous sollicitez l'avis de l'État sur le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Les Églisottes.

Par arrêté du 14 février 2020, vous avez lancé cette procédure de modification simplifiée du PLU approuvé le 21 juin 2013.

L'objectif de cette modification est de corriger une erreur matérielle dans le plan de zonage, constatée suite à la précédente modification de droit commun approuvée, d'apporter de la lisibilité à l'information facultative sur le caractère inondable de certaines parties du territoire et enfin de compléter une information optionnelle sur les emprises minières.

Ainsi, le règlement graphique est modifié sur trois points :

- le classement d'une zone NS en zone N ;
- mise à jour du figuré concernant la zone inondable pour qu'il corresponde à celui indiqué en légende et ne se confonde pas avec le zonage d'exploitation minière ;
- mise à jour de l'emprise minière de la zone Orano (anciennement Areva) sur le plan de zonage.

.../...

J'ai l'honneur de vous signifier que le dossier et les modifications envisagées n'appellent pas d'observations de ma part.

J'émetts un avis favorable au projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Les Églisottes.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de toute ma considération.

Le Responsable de l'Unité  
Aménagement



Nabile BEN LAGHA

Copie à : S/Préfecture Libourne – Service Urbanisme  
Mairie de Les Eglisottes

**Commission Départementale de la Préservation  
des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers**  
réunion du 9 juillet 2020

**Commune de LES ÉGLISOTTES ET CHALAURES**  
Modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme  
**Avis simple au titre de l'article L151-12 du code de l'urbanisme**

La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers s'est réunie le 9 juillet 2020 à la cité administrative de Bordeaux, sous la présidence de monsieur Hervé SERVAT, directeur départemental des territoires et de la mer adjoint de Gironde, représentant madame la préfète de Gironde.

Étaient présents :

- Monsieur FEDIEU Dominique, Conseiller départemental du Sud-Médoc, représentant le président du Conseil départemental de Gironde,
- Madame SAINTOUT Michelle, représentant les établissements publics mentionnés à l'article L143-16 du Code de l'urbanisme,
- Monsieur BOCCACCI Sébastien, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde,
- Monsieur SOLANS Thomas, représentant le président de la Chambre d'agriculture de Gironde,
- Monsieur TURANI-I-BELLOTO Pascal, représentant le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de Gironde,
- Madame FOUERE Marie-Armelle, représentant la directrice de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) de Gironde.

Étaient excusés :

- Monsieur CESAR Gérard, maire de Rauzan, représentant l'Association des maires de Gironde (pouvoir transmis à Mme SAINTOUT),
- Monsieur MONDON Alain, représentant le président de la Société pour l'étude et l'aménagement de la nature dans le Sud-ouest (SEPANSO) Gironde (pouvoir transmis à M. BOCCACCI),
- Monsieur WERNO Jérôme, représentant le président de la Fédération départementale des Chasseurs (pouvoir transmis à M. SERVAT),
- Monsieur COURJAUD Arnaud, représentant le président des Jeunes agriculteurs de Gironde (pouvoir transmis à M. TURANI),
- Madame LAULAN Annie, présidente des Propriétés privées rurales de Gironde,
- Madame CARRERE Gabriella, représentant le président du Syndicat des sylviculteurs du Sud-ouest (SYSSO),
- Madame DUBOURNAIS Sabrina, représentant le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB), invitée à titre d'expert,

Assistaient également à la réunion :

- Madame DUMAS Hélène, représentant le directeur départemental de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Aquitaine Atlantique, invitée à titre d'expert,
- Madame GRISSER Florence, représentant le Conseil départemental de Gironde, invitée à titre d'expert,
- Madame CAMSUZOU SOUBIE Laura, représentant l'Association des Maires de Gironde, invitée à titre d'expert,
- Monsieur COULON Bruno, représentant la Chambre d'agriculture de Gironde, invité à titre d'expert,
- Monsieur ROUAULT Christian, rapporteur de la CDPENAF.

Nombre de votants (4 pouvoirs compris) : 11 (si vote de l'INAO), 10 le cas échéant  
Quorum : le quorum est atteint.

## PRÉAMBULE

Compte-tenu du fait que le projet est susceptible d'avoir pour conséquence une réduction des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un SIQO (signe d'identification de la qualité ou de l'origine), conformément à l'article L112-1-1 du CRPM, le représentant de l'INAO est invité à participer aux débats avec voix délibérative.

## SYNTHÈSE DU RAPPORT D'INSTRUCTION PRÉSENTÉ AUX MEMBRES DE LA COMMISSION

La CDPENAF est saisie par la communauté d'agglomération du Libournais pour émettre un avis sur la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Les Églisottes et Chalaures. Cette procédure a pour objet de corriger différentes erreurs matérielles figurant au plan de zonage :

I – Sur le quartier de Fournet, un secteur Nh a été par erreur classé en zone NS au lieu d'une zone N. La zone concerne un quartier constitué d'un bâti isolé ancien complété par des extensions pavillonnaires plus récentes.

Le PLU précise que ce secteur bâti aurait pu, de par ses caractéristiques morphologiques et de densité, être classé en secteur UCb. Cependant, afin de ne pas autoriser de nouvelles constructions en dents creuses, il avait été instauré sur ce secteur un classement en secteur Nh. La construction nouvelle destinée à l'habitation était donc interdite. Seules étaient autorisées les extensions et les annexes.

La présente modification vise à rétablir ces possibilités d'évolution en classant ce secteur en zone N. Afin d'éviter toute incidence notable sur la qualité des milieux aquatiques, la collectivité a souhaité admettre les extensions et les annexes de manière encadrée lors de la modification n°1 du PLU. Les conditions d'occupation des sols, la hauteur maximale ou encore l'emprise au sol des constructions et annexes ont été limitées de manière à assurer une bonne intégration paysagère des constructions, mais également à limiter l'artificialisation des sols.

Le classement d'une zone Ns à N ne modifie pas les conditions de raccordement des eaux usées ni les règles de gestion des eaux pluviales inscrites au règlement. Le secteur concerné par la présente modification est situé en dehors des zones Natura 2000, ZNIEFF ainsi qu'en dehors des secteurs naturels les plus sensibles. Par ailleurs, cette modification n'engendre aucune incidence sur la prise en compte du risque inondation. L'aléa y est considéré comme faible avec une hauteur d'eau inférieure à 1 m en événement de crue centennale et la constructibilité est autorisée sous condition.

II – Le figuré concernant la zone inondable a été mis à jour de façon à ce qu'il corresponde à celui indiqué en légende et ne se confonde pas avec le zonage d'exploitation minière à une grande échelle. Cette modification n'a par nature aucune incidence sur l'environnement.

III – Des parcelles situées au lieu-dit Malibeu ont été incluses par erreur dans le périmètre de la zone Orano. Il s'agit de reporter le bon périmètre de la zone d'exploitation minière en s'appuyant sur le plan mis à jour en 2015. Cette modification n'a par nature aucune incidence sur l'environnement.

## DÉBAT ET CONCLUSION

La CDPENAF n'a pas de remarque sur la procédure en cours. Elle émet en conséquence un avis favorable sur la modification simplifiée.

## RÉSULTATS DU VOTE

11 voix pour l'AVIS FAVORABLE au titre de l'article L151-12 du code de l'urbanisme,

0 voix contre,

0 abstention.

Pour la préfète, présidente de la CDPENAF,  
et par délégation,  
le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint



Hervé SERVAT

Réf : MB/JCJ/VD  
N°2020-05/21

Les Artigues de Lussac, le 29 mai 2020

Monsieur Philippe BUISSON  
Communauté d'Agglomération du  
Libournais  
42 rue Jules Ferry  
33500 LIBOURNE

**Objet : Avis du SCoT sur la modification simplifiée n°1 du PLU des Eglisottes.**

Monsieur le Président,

Nous accusons réception du dossier concernant la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune des EGLISOTTES

La modification simplifiée n°1 concerne la correction d'erreurs matérielles sur le plan de zonage du PLU. Ces modifications mineures apportées au plan de zonage n'appellent pas d'observation au titre du DOO du SCoT.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

*Amities.*

**Marcel BERTHOME**

Président du Pôle Territorial du Grand Libournais



INSTITUT NATIONAL  
DE L'ORIGINE ET DE  
LA QUALITÉ

Le Délégué Territorial

Dossier suivi par Emilie PORGE

Tél : 05.56.01.73.56

Courriel : [e.porge@inao.gouv.fr](mailto:e.porge@inao.gouv.fr)

Objet : Modification N°1 du PLU  
Commune de Les Eglisottes-et-Chalaures

Dossier suivi par Benjamin MAUFRONT

**Monsieur le Président**  
**Communauté d'Agglomération du**  
**Libournais**  
**42 rue Jules Ferry - CS 62026**

**33503 LIBOURNE Cedex**

Bègles, le 5 juin 2020

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 25 mai 2020, vous avez bien voulu me faire parvenir pour examen et avis le projet de modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Eglisottes-et-Chalaures.

La commune de Les Eglisottes-et-Chalaures se situe dans les aires de production des Appellations d'Origine Contrôlées « Bordeaux », « Bordeaux supérieur », « Crémant de Bordeaux ».

Cette commune est délimitée pour les AOC précitées sur près de 43 hectares dont environ 2 sont plantés en vignes.

Elle appartient également à l'aire d'Appellation d'Origine Protégée (AOP) « Beurre Charente-Poitou », avec un opérateur producteur recensé sur le territoire de cette commune et habilité à produire sous signes d'identification de la qualité et de l'origine.

Les modifications proposées consistent à corriger des erreurs matérielles figurant au plan de zonage telles que :

- La modification du classement de la zone NS du quartier Fournet requalifiée en zone N ;
- La mise à jour du figuré concernant la zone inondable afin qu'il corresponde à celui indiqué en légende et ne se confonde pas avec le zonage d'exploitation minière ;
- La mise à jour de l'emprise minière de la zone Orano (anciennement Areva) ;

Après étude du dossier, l'INAO vous informe qu'il ne s'oppose pas à ce projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence sur les territoires susceptibles de produire sous signes d'identification de la qualité ou de l'origine.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la Directrice et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Laurent FIDELE



**SÉANCE DU 30 SEPTEMBRE 2020**

**2020-09-192 – 1/2**

**Nombre de conseillers composant le Conseil Communautaire : 78**

**Nombre de conseillers communautaires en exercice : 78**

**Date de convocation : 23 septembre 2020**

L'an deux mille vingt , le trente septembre à 18 H 00, le Conseil communautaire s'est réuni, en la salle du Manège de l'ESOG - square du Maréchal Joffre à Libourne, sous la présidence de Monsieur Philippe BUISSON

**Présents :**

Philippe BUISSON, Président, Jacques LEGRAND, Vice-Président, Fabienne FONTENEAU, Vice-présidente, Patrick MERCIER, Vice-président, Hervé ALLOY, Vice-président, Jean-Philippe LE GAL, Vice-Président, Laurent DE LAUNAY, Vice-président, Chantal GANTCH, Vice-présidente, Jean-Luc LAMAISON, Vice-président, Eveline LAVAURE-CARDONA, Vice-présidente, Sébastien LABORDE, Vice-président, Laurent KERMABON, Vice-président, David REDON, Vice-Président, Thierry MARTY, Vice-Président, Stéphanie DUPUY, Vice-présidente, Alain JAMBON, Vice-président, Jean Louis ARCARAZ, Conseiller délégué, Jean-Luc DARQUEST, Conseiller délégué, Bernard GUILHEM, Conseiller délégué, Brigitte NABET-GIRARD, Conseillère déléguée, Gabi HOPER, Conseillère déléguée, Denis SIRDEY, Conseiller délégué, Jean Claude ABANADES, Conseiller délégué, Michel MASSIAS, Conseiller délégué, Jean-Pierre ARNAUD, Michelle AUTIER, Jean-Luc BARBEYRON, Armand BATTISTON, Marie-Sophie BERNADEAU, Sophie BLANCHETON, Joachim BOISARD, Didier CAZENAVE, Renaud CHALLENGEAS, Sandy CHAUVEAU, Marianne CHOLLET, Mireille CONTE-JAUBERT, Jérôme COSNARD, Eléna DECOLASSE, Julie DUMONT, Hélène ESTRADÉ, Lionel GACHARD, Christophe GALAN, Christophe GIGOT, Philippe GIRARD, Patrick HUCHET, Patrick JARJANETTE, Fabienne KRIER, Michèle LACOSTE, Bruno LAVIDALIE, Marie-Noëlle LAVIE, Martine LECOULEUX, Jocelyne LEMOINE, Pierre MALVILLE, Pierre-Jean MARTINET, Gérard MOULINIER, Paquerette PEYRIDIEUX, Anne-Marie PRIEGNITZ, David RESENDÉ, Baptiste ROUSSEAU, Agnès SEJOURNET, Marie-Claude SOUDRY, Jean-Jacques TALLET, Rachel VAUNA, Josette TRAVAILLOT, Michel VACHER, Jean-Philippe VIRONNEAU

**Absents :**

Jean Louis D'ANGLADE, Philippe DURAND-TEYSSIER, Odile LUMINO, Gonzague MALHERBE, Frédéric MALVILLE, Edwige NOMDEDEU, Charles POUVREAU

**Absents excusés ayant donné pouvoir de vote:**

Michel MILLAIRE pouvoir à Jean-Luc BARBEYRON, Alain PAIGNE pouvoir à Gérard MOULINIER, Laura RAMOS pouvoir à Marianne CHOLLET, Christophe-Luc ROBIN pouvoir à Marie-Noëlle LAVIE, Laurence ROUEDE pouvoir à Sandy CHAUVEAU

-----  
Madame Fabienne FONTENEAU a été nommée secrétaire de séance  
-----

**DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET URBANISME**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME DE LES EGLISOTTES ET CHALAURES**  
**DISPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION SIMPLIFIEE**

Envoyé en préfecture le 06/10/2020 - 2/2  
Reçu en préfecture le 06/10/2020  
Affiché le  
ID : 033-200070092-20200930-2020\_09\_192-DE

Sur proposition de Monsieur Jacques LEGRAND, 1<sup>er</sup> Vice-président en charge du Développement touristique et de l'Urbanisme,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 153-47 ;

Vu la délibération en date du 2 juin 2004 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération municipale du 16 décembre 2019 sollicitant la Cali d'engager une procédure de modification simplifiée n°2 de son PLU.

Vu l'arrêté n°2020-17 de la Communauté d'Agglomération du Libournais en date du 14 février 2020 engageant la procédure de modification simplifiée n°2;

Considérant le souhait de la commune de reclasser en zone N (naturelle) des parcelles cadastrées section ZM qui ont été classées par erreur en zone Ns (naturelle sensible) ; d'indiquer des zones définies par le PPRI en adéquation avec les légendes telles qu'elles étaient matérialisées à l'origine ; de contrôler de la totalité du plan de zonage afin d'identifier et corriger d'éventuelles autres anomalies ;

Considérant que le projet, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 du code de l'urbanisme seront mis à disposition du public pendant 1 mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées ;

Considérant que les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil communautaire et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition ;

Considérant qu'à l'issue de cette mise à disposition, le Président de La Cali en présentera le bilan devant le Conseil communautaire, qui délibérera et adoptera le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des remarques émises.

Après en avoir délibéré,

Et à l'**unanimité (71** conseillers présents ou ayant donné pouvoir),

Le Conseil communautaire décide :

- de fixer les modalités de la mise à disposition comme suit :
  - mise à disposition du dossier pendant 1 mois au siège de La Cali et en mairie de Les Eglisottes-et-Chalaures ;
  - mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses observations en mairie de Les Eglisottes-et-Chalaures ;
  - mise en ligne du dossier sur le site internet de La Cali;
  - les observations du public pourront être reçues par voie postale, au siège de La Cali, 42 rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE
- de dire que la présente délibération fera l'objet d'un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, les dates, le lieu et les heures auxquels le dossier pourra être consulté. Cet avis sera publié dans un journal diffusé dans le département et ce, au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.
- de dire que le Président de La Cali ou son représentant est chargé de mettre en œuvre les mesures de publicité, ainsi que les modalités de mise à disposition telles qu'elles ont été fixées.

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Sous-Préfecture et de la publication, le  
Fait à Libourne

**6 octobre 2020**

Le Président informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Le Président,  
Philippe BUISSON

Pour expédition conforme  
Philippe BUISSON, Président  
de la Communauté d'Agglomération du  
Libournais





Étude Maître Olivier Sananes commissaire-priseur  
Hôtel des ventes, 2 & 3, quai de l'Isle - 33500 Libourne  
Tél. 05 57 51 29 80 / Fax 05 57 25 10 55  
www.interencheres.com

**Mardi 20 octobre 2020 à 13 h 30 sur place après liquidation judiciaire viticole à Moulon 33420 (adresse la veille de la vente) :** 3 cuves inox sur pied Ruralinox, capacité chacune 103 hl, année 98, une cuve fibre capacité 50 hl, une cuve transports Vasin 24 hl, 2 garde-vin inox marque Marchisio, capacité chacun 15 hl, 2 cuvons de 2 hl, lot de tuyaux de soutirage, un tank à lait de 11 hl avec thermoplongeur, bac de soutirage, une motopompe, un compresseur, sécateurs et attacheurs Pellenc, 1 rotavator Howard HR 1 m 30, un rotavator Car 28,528, girobroyeur agricole, remorque à ridelles, une fendeuse à bûches. Un égrappoir CMA inox, une pompe à marc inox queue de cochon Roch, un semoir à maïs Monosem, une rogneuse un demi rang Lagarde, un semoir Vicom, une vieille presse à foin John Deere, une pelle à terre Servant, une charrue. Une petite herse rotative Howard de 1995, largeur de travail 90 cm. Un brabant, une tondeuse intercepts Van Wamel Perfect année 1997 FV2155 . 4 tracteurs dont : un tracteur Massey Fergusson 325 MF vigneron, type A10V643WT, du 04/06/2002, 11 CV GO, étroit, largeur de vignes 150, 4 RM, cabine, 4400 HC compteur (avec carte grise), un tracteur agricole Fiat Agri Neew Holand 72-86, RM, du 29/12/97, 14 CV GO, type 7286DTF, 4578 HC compteur, cabine (avec carte grise), un tracteur Renault 50 étroit, tracto central, RN113, type R7213, 7 cv GO, du 28/05/73 (avec carte grise), un tracteur agricole International avec fourche MX260 SDTVI (sans carte grise), une machine à vendanger Howard MAVX200 (écailles et receveur changés), une rogneuse Kirogne Skive 301, de 1998. Un pulvérisateur Nicolas Tornado de 600 l, année 1995, type 150085 8 sorties. Rince fût, pompe à eau, capsuleuse, rotofil, véhicule vendu en l'état Citroën Evasion du 30/06/97, 6 cv GO sans contrôle technique.

**Expo à 13 heures. Frais judiciaires 12 % H.T ; à 16 h 30, sur place, après liquidation judiciaire viticole 33230 Coutras (adresse la veille de la vente),** 2 cuves fibre de verre capacité 130 hl chacune, une cuve en fibre Agrifoy capacité 150 hl, tuyaux de soutirage, un fouloir égrappoir inox Mabilie TSE, 430, 2 pompes à vin Cazaux, 100 hl heure une vitesse, un conquet à vendange Guillebeaud, MCM, 30 hl, 280271, une presse horizontale Veritas 22. Un atomiseur Paris 1200 l, une rogneuse, une épampreuse, une effeuilleuse. 2 ciseaux et attacheurs Pellenc, un groupe de chaud froid inox Frigo Pauk, un groupe de froid. Une machine à vendanger Grégoire Trainee, GMM9Z46.

**Expo à 16 heures. Frais judiciaires 12 % HT. Photos sur Moniteur Live. Précautions sanitaires, on s'en tient à l'évolution des annonces gouvernementales (masques, gel, distanciation). Préinscription obligatoire.**



APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT CONCURRENT  
SUITE MANIFESTATION D'INTÉRÊT SPONTANÉE

Objet : Conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de la réalisation et de l'exploitation d'une installation de production d'énergie renouvelable sur le site du SEMOCTOM à Saint Léon.

Lieu : 9 Route d'Allégret - 33 670 SAINT LEON

Le règlement de sélection de cet appel ainsi que tout renseignement technique et administratif sont disponibles à l'adresse suivante : [www.semoctom.com](http://www.semoctom.com) ou à l'adresse suivante : [services-administratifs@semoctom.com](mailto:services-administratifs@semoctom.com)

**Date limite de dépôt des candidatures :** La manifestation d'intérêt concurrent devra être adressée par courriel à l'adresse suivante au plus tard le 30 octobre 2020 à 16 heures. Mail : [services-administratifs@semoctom.com](mailto:services-administratifs@semoctom.com)

MAIRIE DE SAINTE COLOMBE

1 ROC DE MAUGRAS - 33350 SAINTE COLOMBE

Tél : 05.57.47.93.30 - Fax : 05.57.47.92.62

email : [colombe.mairie@wanadoo.fr](mailto:colombe.mairie@wanadoo.fr)

APPEL A CONCURRENCE MAITRISE D'OEUVRE  
EXTENSION DE LA MAIRIE

Appel à concurrence selon la PROCEDURE ADAPTEE définie aux articles L2123-1 et R 2123-1 du code de la commande publique.

Le Règlement de consultation sera adressé aux candidats sur demande.

Les candidats transmettront leur offre sous pli cacheté portant les mention : **OFFRE POUR MAITRISE D'OEUVRE EXTENSION MAIRIE**

MAIRIE - 1 ROC DE MAUGRAS - 33350 SAINTE COLOMBE

email : [colombe.mairie@wanadoo.fr](mailto:colombe.mairie@wanadoo.fr)

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :** Le 13 Novembre 2020 à 16 heures.

Communauté d'Agglomération du Libournais

AVIS AU PUBLIC

Mise à disposition du public de la modification simplifiée n°2  
du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de Les EGLISOTTES-ET-CHALAURES

Le projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES portant sur les points suivants :

Le projet de modification simplifiée porte sur les objectifs suivants :

- le reclassement en zone N (naturelle) des parcelles cadastrées section ZM qui ont été classées par erreur en zone Ns (naturelle sensible) ;

- l'indication des zones définies par le PPRI en adéquation avec les légendes telles qu'elles étaient matérialisées à l'origine ;

- le contrôle de la totalité du plan de zonage afin d'identifier et corriger d'éventuelles autres anomalies. ainsi que l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées, seront tenus à la disposition du public du 24/10/2020 au 26/11/2020 inclus en mairie de LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES aux jours et heures d'ouverture habituels (Mardi et mercredi : 8h30-12h30 / 14h-18h ; Jeudi de 16h-18h ; Vendredi 8h30-12h30 et 16h30-17h ), 42 Avenue Victor Hugo 33230 LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES.

Pendant la durée de mise à disposition du public, les observations sur le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme pourront être consignées sur le registre déposé en mairie ou reçues à la mairie par voie postale à l'adresse suivante : 42 Avenue Victor Hugo 33230 LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES.; ou par email avec en objet « modification simplifiée n°2 du PLU de Les Eglisottes-et-Chalaures », à l'adresse suivante : [enquetepublique@lcalci.fr](mailto:enquetepublique@lcalci.fr)

CONSTITUTION

Par ASSP du 03/09/2020, il a été constitué une EURL dénommée EURL ROCHA DOMINAL. Siège social: 9 rue du président Coty 33260 La Teste de Buch. Capital: 5 000€. Objet: La fourniture et l'installation de : menuiseries en aluminium, couvertures, motorisations, menuiseries en PVC, panneaux solaires, constructions métalliques extérieures, portails, vérandas. Gérance: M. Stéphane LORBLANCHET, 144 lotissement les Solariales 33260 La Teste de Buch. Durée: 99 ans. Immatriculation au RCS de BORDEAUX.

ANNONCE LÉGALE RADIATION

SIGNAL AUTO

SARL en liquidation au capital  
de 6 000 €

Siège social : 5A RUE DE L'ILE  
33 380 MIOS

N° SIRET 751 490 624 - RCS de  
BORDEAUX

Par assemblée générale ordinaire du 02/09/2020, il a été approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur M. Daniel FRANCOIS demeurant 5Arue de l'île - 33380 MIOS pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture définitive de la liquidation à compter du 02/09/2020  
Radiation du RCS de BORDEAUX

ATIT

SCI au capital de 1 200 €

Siège social : 51 avenue du  
general de gaulle  
33500 LIBOURNE

RCS de LIBOURNE 422 018 531

AVIS DE DISSOLUTION ANTI-  
CIPÉE

L'assemblée générale extraordinaire du 23/09/2020 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 23/09/2020. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur LENOBLE Patrick, demeurant 19 rue saint leu, 33270 FLOIRAC et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de LIBOURNE.

*patrick Lenoble*

INSERTION - CHANGEMENT  
DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Bruno CARMENT, Notaire associé de la SARL à associé unique « BRUNO CARMENT » titulaire d'un office notarial à ARES (33740) 87 Rue du Général de Gaulle , CRPCEN 33151, le 5 octobre 2020, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Edmond Louis Charles Gustave ROZES, retraité, et Madame Françoise SAUVEROCHE, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à LEGE-CAP-FERRET (33950) Villa Aigue Marine Avenue de la Vigne.

Monsieur est né à BORDEAUX (33000) le 22 décembre 1939, Madame est née à BORDEAUX (33000) le 20 juillet 1943.

Mariés à la mairie de BORDEAUX (33000) le 12 mai 1967 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Robert DOBIN, notaire à BORDEAUX, le 10 mai 1967.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Tous deux de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

*Pour insertion  
Le notaire.*



PRÉFET  
DE LA  
DORDOGNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
Projet d'approbation du Schéma d'Aménagement  
et de Gestion des Eaux (SAGE) Isle-Dronne

Par arrêté du 9 octobre 2020, il est prescrit une enquête publique, du 2 novembre à 9h au 4 décembre 2020 à 17h, d'une durée de 33 jours, préalable à l'approbation du projet d'élaboration du SAGE Isle-Dronne.

Aux fins de soumettre au public les dispositions du projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Isle-Dronne, sont désignés par le président du tribunal administratif de Bordeaux, en qualité de président et membres de la commission d'enquête : Président : monsieur René Faure, retraité de la Gendarmerie Nationale - Membres : monsieur Jacques Faure, retraité, ancien cadre de La Poste et monsieur Michel Sanchez, retraité, ancien ingénieur des travaux publics de l'État.

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier, comportant notamment un rapport environnemental, l'avis de l'autorité environnementale et un registre d'enquête sera déposé dans les mairies de Périgueux (Dordogne, siège de l'enquête), Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne), Montpon-Ménestérol (Dordogne), Libourne (Gironde), Brantôme-en-Périgord (Dordogne), Aubeterre-sur-Dronne (Charente), Lubersac (Corrèze) et Montguyon (Charente Maritime).

Le dossier sera également disponible pendant la même période :

**Sur les sites internet :**

-<http://www.dordogne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Eau-Biodiversite-Risques/Procedures-reglementaires/Enquetes-publiques/Loi-sur-l-eau> (site des services de l'État en Dordogne, où il sera possible de le télécharger) ;

- <https://www.democratie-active.fr/sage-isle-dronne/>  
**En version dématérialisée consultable à la mairie des communes du périmètre du SAGE listées en annexe 1 de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus.**

Par ailleurs, un accès gratuit au dossier sera ouvert au public sur un poste informatique mis à disposition pendant la durée de l'enquête à la direction départementale des territoires (DDT) - cité administrative (bâtiment J - 4ème étage) - 16 rue du 26ème RI - 24 000 Périgueux . Dès la publication de l'avis d'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la DDT de la Dordogne : Les Services de l'État - Cité administrative - DDT/SEER - 24024 PERIGUEUX CEDEX.

Le public pourra, dans ces lieux, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, prendre connaissance du dossier.

Il pourra également transmettre ses observations et propositions :

**Sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié, à l'adresse suivante :** <https://www.democratie-active.fr/sage-isle-dronne/>

**Sur le registre papier ouvert à cet effet** dans les mairies listées ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

**Par correspondance adressée à monsieur le président de la commission d'enquête du SAGE Isle-Dronne, domicilié en mairie de Périgueux - 23 rue du Président Wilson - 24000 Périgueux.** Ces courriers seront annexés au registre d'enquête de la commune de Périgueux dans les meilleurs délais et tenus à la disposition du public. Ces observations et propositions sont consultables sur le site internet des services de l'État en Dordogne. **Lors des permanences d'un ou plusieurs membres de la commission d'enquête selon le calendrier suivant :**

- **Mairie de Périgueux** : 02 novembre 2020 de 09 h à 12 h (ouverture de l'enquête)

- **Mairie de Saint-Yrieix-la-Perche** : 06 novembre 2020 de 14 h à 17 h

- **Mairie de Montpon-Ménestérol** : 10 novembre 2020 de 09 h à 12 h

- **Mairie de Libourne** : 18 novembre 2020 de 14 h à 17 h

- **Mairie de Brantôme-en-Périgord** : 19 novembre 2020 de 09 h à 12 h

- **Mairie d'Aubeterre-sur-Dronne** : 24 novembre 2020 de 14 h à 17 h

- **Mairie de Lubersac** : 27 novembre 2020 de 09 h à 12 h

- **Mairie de Montguyon** : 30 novembre 2020 de 14 h à 17 h

- **Mairie de Périgueux** : 04 décembre 2020 de 14 h à 17 h (clôture de l'enquête).

Toute personne pourra demander des informations sur le dossier à madame Camille Legand (05 57 25 10 98 / 06 73 43 19 01) - EPIDOR, Place de la Laïcité, 24250 Castelnaud-la-Chapelle (c.legand@eptb-dordogne.fr).

La commission d'enquête transmettra au préfet de la Dordogne son rapport et ses conclusions motivées dans le délai de trente jours après la clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions sera tenue à la disposition du public pendant un an en mairie de Périgueux, Montguyon, Lubersac, Aubeterre-sur-Dronne, Brantôme-en-Périgord, Libourne, Montpon-Ménestérol et Saint-Yrieix-la-Perche ou toute personne pourra en demander communication. Ces documents seront également tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an sur le site internet des services de l'État en Dordogne à l'adresse suivante : <http://www.dordogne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Eau-Biodiversite-Risques/Procedures-reglementaires/Enquetes-publiques/Loi-sur-l-eau> La décision d'approbation ou de refus sera prise par arrêté inter-préfectoral des préfets de la Charente, de la Charente Maritime, de la Corrèze, de la Dordogne, de la Gironde et de la Haute-Vienne.

AVIS DE CONSTITUTION

La Société par Actions Simplifiée Unipersonnel (S.A.S.U) VITI ALLIANCE située à la Résidence Peyregourde, Bâtiment 2, Entrée B, Logement 43 à Libourne (33500), au capital de mille euros et au SIRET en cours déclare sa création en assemblée extraordinaire du 01/09/2020 dont l'activité principale sera Prestations services viticoles. Lors de cette même assemblée Monsieur Issam LAHOUIDEG né le 15/03/1983 à Kenitra au Maroc et demeurant au Résidence Peyregourde, Bâtiment 2, Entrée B, Appartement 43 à Libourne (33500) est nommé aux fonctions de Président de la SASU VITI ALLIANCE pour une durée indéterminée. Durée 99 ans.

AVIS RECTIFICATIF  
DE L'AVIS DE CONSTITUTION  
SCI BOTZARIS N°REL009317  
PARU LE 08/10/2020 DANS  
LE JOURNAL D'ANNONCES  
LEGALES LE RESISTANT

D.MILLAS CONTESTIN, Avocat,  
15 Rue Goureau 33500  
LIBOURNE TEL 05 57 51 54 75

IL CONVIENT D'AJOUTER A L'OBET SOCIAL DE LA SOCIETE :

- La vente doit revêtir un caractère exceptionnel

*Pour avis.*

AVIS DE CLOTURE  
DE LIQUIDATION

Société en liquidation AQUITAINE SPECIALISTES ETANCHEITE, SAS au capital de 2000€.

Siège de la liquidation : Chez AGE-CONSULTING 14 cours de l'Intendance à Bordeaux (33000) RCS de Bordeaux, SIREN 788.773.737.

Par décision en date du 20/09/2020, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, Monsieur SALIES Edouard a :

- Approuvé le compte de liquidation ;

- Donné quitus au liquidateur ;

- Prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes définitifs de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux et la société sera radiée.

*Pour avis, le liquidateur.*

LIQUIDATION

MCTM, SASU au capital de 1000€. Siège social: 14 rue hoche 33110 Le bouscat. 849 207 055 RCS BORDEAUX. Le 31/03/20, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation. Radiation au RCS de BORDEAUX.

Rédigez  
votre annonce légale  
en quelques clics

1 - Composez votre annonce  
grâce à des modèles optimisés

2 - Visualisez votre texte

3 - Et recevez immédiatement  
votre attestation de parution

Rendez-vous sur  
<https://legales.leresistant.fr/accueil>

# **EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS**

## ***de la Communauté d'agglomération du Libournais***

### **ARRETE N° 2020 - 17**

#### **PRESCRIVANT LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LES EGLISOTTES-ET-CHALAURES**

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 101-1 et suivants, L. 153-31, L. 153-36 et suivants, L. 153-45 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5216-5,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu le schéma départemental de la coopération intercommunale de la Gironde arrêté le 29 mars 2016 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde en date du 12 avril 2016 portant extension/fusion de la Communauté d'agglomération du Libournais et de la Communauté de Communes du Sud Libournais ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde en date du 29 novembre 2016 portant statuts de la Communauté d'agglomération du Libournais issue de la fusion-extension, annexe 1 points 2 ;

Vu la délibération du Pôle Territorial du Grand Libournais en date du 6 octobre 2016 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Libournais en date du 17 octobre 2019 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2018-2023,

Vu la délibération en date du 21 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération approuvant la modification le 23 septembre 2019 ;

Vu la délibération municipale en date du 16 décembre 2019 sollicitant la Cali d'engager une procédure de modification simplifiée ;

Considérant que la Commune de Les Eglisottes-et-Chalaures est une commune de la Communauté d'Agglomération du Libournais ;

Considérant que La Cali est compétente pour faire évoluer les documents d'urbanisme depuis le 1er janvier 2017.

Considérant qu'à la suite de demandes de renseignements d'urbanisme il a été constaté que des erreurs de transcription ou d'interprétations s'étaient glissées lors de l'élaboration du règlement graphique (plans délimitant les différentes zones),

Considérant que ces erreurs sont susceptibles de faire grief aux éventuels pétitionnaires, s'agissant d'une zone urbanisée ; qu'il convient en conséquence pour le bureau d'études G2C environnement :

- De rectifier les zones concernées en classant en zone N (naturelle), les parcelles cadastrées section ZM, portées par erreur en zone Ns .
- De mettre les zones définies par le PPRI en adéquation avec les légendes, telles qu'elles étaient matérialisées à l'origine,

- De contrôler la totalité du plan de zonage afin d'identifier et corriger d'éventuelles autres anomalies

Considérant que La Cali et la Commune de Les Eglisottes-et-Chalaures souhaitent se doter d'un bureau d'études pour les assister dans l'évolution de leur document d'urbanisme en vigueur.

Considérant que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence (articles L. 153-36, L. 153-41 L. 153-43 du code de l'urbanisme) :

- soit de changer les orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables

(PADD) ;

- soit de réduire un espace boisé classé (EBC), une zone agricole (A) ou une zone naturelle et forestière (N) ;
- soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Considérant que cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquence (article L. 153-45 et L. 153-47 du code de l'urbanisme) :

- soit de majorer de plus de 20 % des possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU) ;

Considérant que le dossier de modification comprendra le projet de modification, l'exposé de ses motifs et les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 ;

Considérant que ce dossier sera mis à disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations ;

Considérant que ces observations seront enregistrées et conservées au siège de l'EPCI;

Considérant que les modalités de la mise à disposition seront précisées par le conseil communautaire et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition,

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'EPCI en présentera le bilan devant le conseil communautaire qui délibérera et adoptera le projet, éventuellement modifié, pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

## **ARRETE**

Article 1 : Il est engagé une modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la Commune de Les Eglisottes-et-Chalaures ;

Article 2 : La modification simplifiée concernera :

- le reclassement en zone N (naturelle) des parcelles cadastrées section ZM qui ont été classées par erreur en zone Ns (naturelle sensible) ;
- l'indication des zones définies par le PPRI en adéquation avec les légendes telles qu'elles étaient matérialisées à l'origine ;
- le contrôle de la totalité du plan de zonage afin d'identifier et corriger d'éventuelles autres anomalies.

Article 3 : Le président de la Communauté d'Agglomération du Libournais est chargé de l'application du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de la Gironde.



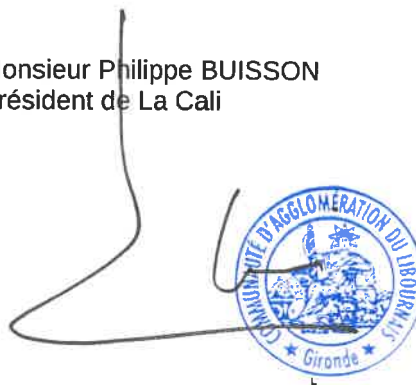
Le Président informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

A Libourne, le **14 FEV. 2020**

Monsieur Philippe BUISSON  
Président de La Cali

**Destinataires:**

Mairie de Les Eglisottes-et-Chalaures  
Préfecture de Gironde



Envoyé en préfecture le 14/02/2020

Reçu en préfecture le 14/02/2020

Affiché le



ID : 033-200070092-20200214-A\_2020\_17-AR